

Perspectives budgétaires et financières de l'U.E.

Résolution de la Commission Économique et Sociale
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (10 décembre 2004)

La Ligue Européenne de Coopération Économique (L.E.C.E.), réunie en Commission Économique et Sociale à Bruxelles le 15 septembre 2004:

- ◇ **souhaite** que la discussion en cours sur les perspectives financières de l'UE pour 2007-2013 offre la possibilité de traiter de manière ambitieuse les problèmes du budget communautaire et du développement de ressources propres de l'UE
- ◇ **s'élève** contre l'accent excessif mis à son sens sur le calcul des "soldes nets" (entre contributions versées et paiements reçus) des États, conduisant à une proposition d'écrêtement généralisé des soldes qui revient à négliger la logique communautaire au profit d'un esprit de "juste retour"
- ◇ **constate** que de tels débats négligent tant les avantages comparatifs de la dépense communautaire par rapport aux dépenses publiques nationales que les synergies considérables résultant de certaines politiques mises en œuvre (recherche, infrastructures, société informatique). Elle appelle en ce sens la Commission à mieux mettre en valeur ces synergies concrètes, encore très sous-exploitées, et invite également les États membres à bien mesurer ces synergies, tant dans leurs positions de négociation que dans leurs déclarations publiques
- ◇ **recommande** dès lors d'utiliser à plein la marge de manœuvre offerte par le plafond de 1,24% du PIB (utilisée actuellement à hauteur de 1% seulement) fixé aux dépenses du budget communautaire, sans pour autant dépasser celui-ci pour des raisons de réalisme politique. Ce plafond est toutefois bien inférieur aux besoins résultant des ambitions déclarées par les différents conseils de l'Union, notamment en matière de politique extérieure commune et de justice et affaires intérieures. La Ligue note qu'à ce niveau le budget communautaire ne représentera encore que 2,5% des dépenses publiques totales des pays de l'Union. A l'horizon envisagé, les dépenses publiques nationales devraient avoir retrouvé un niveau plus conforme aux règles de l'art. 104 du Traité
- ◇ **soutient** l'effort entrepris pour rééquilibrer la dépense communautaire au profit des "politiques internes" visant à renforcer la compétitivité et préparer l'avenir (recherche, éducation, société de l'information) et axées sur la citoyenneté / sécurité. Cela suppose une réduction progressive mais réelle du budget de la PAC et une stabilisation de la part des fonds structurels visant à leur résorption à terme
- ◇ **demande** aux pays membres d'admettre le remplacement progressif des contributions nationales TVA et PIB par de véritables ressources propres communautaires, de nature à permettre une réelle autonomie budgétaire de l'UE. Dans l'immédiat, la perception directe au bénéfice de l'UE d'une fraction des droits d'accise lui paraît être la façon la plus directe et la plus efficace d'y parvenir. Mais la Ligue suggère une reprise active des travaux sur l'élaboration d'un véritable impôt européen: impôt sur l'énergie, taxe environnementale sur les émissions polluantes ou les rejets de CO₂. Cette ressource permettrait de financer des dépenses actuellement incluses dans les budgets des États

- ◇ **propose** de reprendre l'examen de l'intérêt et de l'impact d'un emprunt communautaire de l'UE qui pourrait permettre, en complément des dépenses budgétaires directes, de financer des programmes d'infrastructures transnationales et de recherche / innovation / éducation dont l'UE a besoin pour moderniser son économie, dans les perspectives tracées par l'Agenda de Lisbonne; aux côtés de cet emprunt, un soutien accru de la BEI tant aux investissements qu'à l'intégration des marchés des capitaux des nouveaux États membres est recommandé;
- ◇ **note** à cet égard que les prochains débats sur les perspectives financières de l'Union constitueront pour le Parlement européen et les autres institutions communautaires une étape décisive dans l'exercice de ses responsabilités.

- - - - -